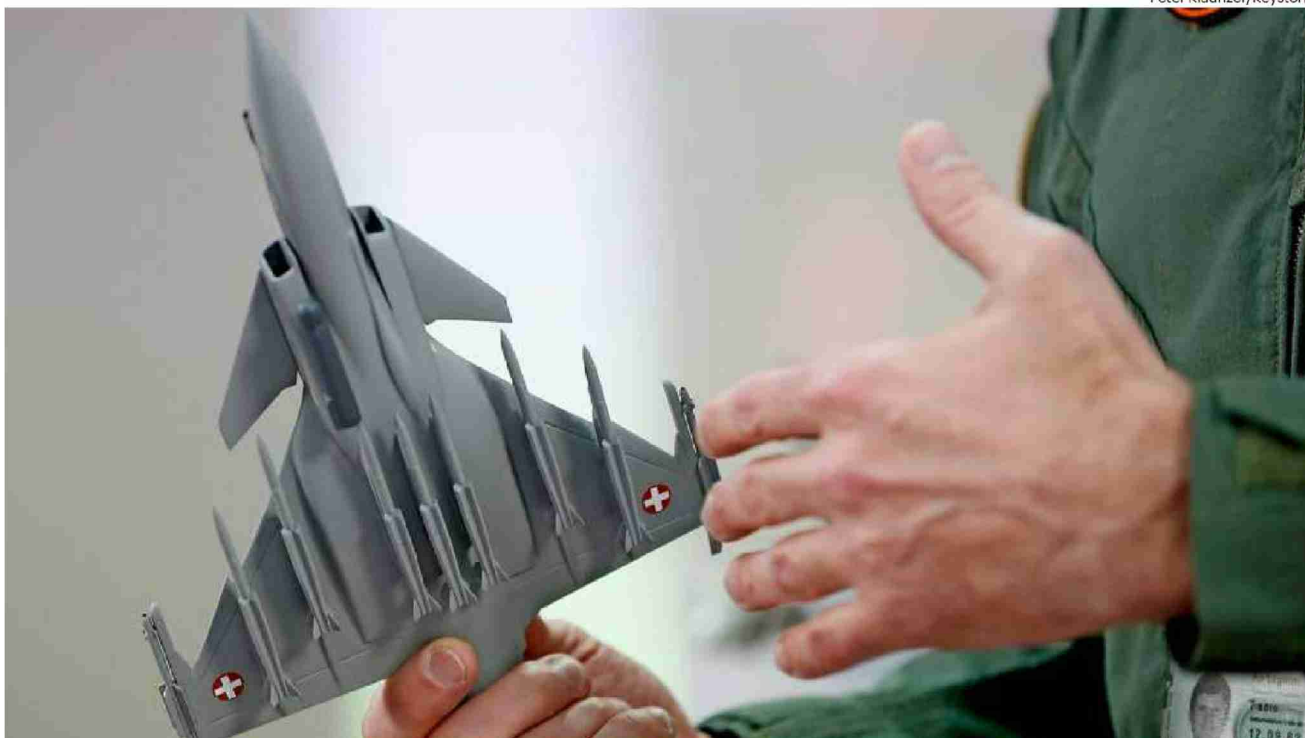




Trente avions, c'est suffisant pour la sécurité de l'espace aérien suisse

Armée L'option d'une flotte de 30 avions de combat seulement a la cote. Pour la plupart des experts consultés, elle remplirait les missions qu'on attend d'elle.

Peter Klauzner/Keystone



L'achat de 30 avions de combat coûterait entre 8 et 8,5 milliards de francs, trois fois plus que les Gripen (photos) refusés en 2014.

Philippe Castella

philippe.castella@lematindimanche.ch

La Suisse pourrait-elle se contenter de 30 avions de combat pour protéger son territoire? Des quatre options présentées cette semaine par un groupe d'experts, qui vont de l'achat de 20 à 70 appareils, c'est elle qui a la cote à ce stade en raison de son coût contenu. Aujourd'hui, l'armée suisse compte 55 avions, 30 F/A-18 et 25 F-5 Tiger. C'est pour les remplacer à l'horizon 2030 qu'elle se cherche un nouveau jet. L'achat

de 30 avions coûterait entre 8 et 8,5 milliards, défense solaire incluse, à comparer aux 18 milliards qu'il faudrait pour 70 appareils. C'est tout de même presque le triple des 3 milliards que le peuple suisse a refusé de délivrer en 2014 pour l'acquisition de 22 Gripen. Examinons dans quelle mesure une telle flotte suffirait à remplir les missions qui lui sont confiées.

1 La police aérienne 24 heures sur 24 et 365 jours par an

La Suisse veut corriger une lacune d'ici 2020 en assurant la police du ciel 24 heures sur 24 toute l'année, mission qu'elle confie à ses voisins aujourd'hui en dehors des heures de bureau. Pour deux avions prêts à décoller de jour comme de nuit, il en faut le triple à disposition, plus deux en réserve, explique le rapport



d'experts. En tenant compte des avions en maintenance, il faut multiplier ce nombre presque par deux, soit un total de 14 à 16 appareils. Une flotte de 30 avions serait donc largement suffisante pour cette mission.

Selon le Groupe pour une Suisse sans armée (GSSA), c'est à cela que devrait se borner le rôle des forces aériennes, avec un nombre encore réduit d'appareils. «Le Conseil fédéral lui-même reconnaît dans son dernier rapport sur la sécurité que les risques d'un conflit traditionnel sont hautement improbables», avance sa secrétaire romande Amanda Gavilanes.

2 La police aérienne lors d'événements spéciaux

Le dispositif de base pour la police aérienne peut être renforcé lors d'événements spéciaux tels que le World Economic Forum (WEF) de Davos. Il peut arriver que ceux-ci se cumulent, comme en 2014 lorsqu'une conférence sur la Syrie se tenait à Montreux en même temps que le WEF. Cela ne pose toutefois aucun souci avec 30 jets, selon le rapport.

3 La surveillance du ciel en cas de tensions accrues

En cas de tensions internationales accrues, la Suisse pourrait se voir confrontée à des violations ciblées de son espace aérien ou à des reconnaissances aériennes pour évaluer la capacité opérationnelle de son armée. Avec 30 appareils, l'espace aérien pourrait alors «être protégé pendant une bonne quinzaine de jours avec des patrouilles en vol de quatre avions», explique le divisionnaire Claude Meier, qui a présidé le groupe d'experts. «Si

la période de tensions devait perdurer, cette option impliquerait par conséquent la nécessité d'assumer des risques plus élevés», ajoute-t-il. En comparaison, une flotte de 40 appareils permettrait de tenir 30 jours.

4 La défense aérienne en cas d'attaque armée

C'est évidemment par rapport aux missions en cas de conflit que le débat va faire rage. «Trente avions, c'est suffisant pour assurer la police du ciel, mais cela ne représente pas une défense aérienne crédible. Il faut au minimum 70 appareils pour assurer un parapluie aérien», estime Stefan Holenstein, président de la Société suisse des officiers. «Le scénario de 55 à 70 avions n'est crédible pour personne parce que ça n'entre dans aucun cadre financier», riposte Géraldine Savary (PS/VD). De même, pour Hugues Hiltbold (PLR/GE), «si on vise de porter ceinture et bretelles, on choisit la variante de 55 à 70 appareils, mais on doit tout de même mettre en balance le coût et les risques en termes de probabilités».

5 La complémentarité avec la défense sol-air

Jean-René Fournier (PDC/VS) souligne que l'option à 30 avions est compensée par une défense sol-air renforcée. Un choix qu'il juge pragmatique: «Cela nous permettra d'économiser des moyens aériens qui sont bien plus chers non seulement à l'acquisition mais aussi à l'entretien.» Le démocrate-chrétien mise sur cette complémentarité, ainsi que sur la coopération internationale: «Avoir

une force aérienne qui couvrirait l'ensemble des besoins de défense du pays aurait un coût disproportionné et ce serait nier l'interopérabilité que nous pratiquons déjà avec nos voisins.»

Pour Thomas Hurter (UDC/SH), «se prononcer dès maintenant sur un nombre d'avions, ce n'est pas très sérieux. Il faut prendre le temps d'analyser le rapport d'experts en détail. Le choix final va dépendre des missions qu'on veut confier à la flotte, des performances de l'appareil choisi et de l'autonomie en termes de durée qu'on veut pouvoir assurer». Pour sûr, on n'a pas fini d'en causer. ●

L'UDC en faveur d'un vote populaire

L'UDC ne s'opposera pas à ce que l'achat de nouveaux avions de combat soit soumis au peuple. Mais cela a un prix et il est élevé. La *SonntagsZeitung* révèle aujourd'hui que l'UDC va déposer cette semaine une initiative parlementaire en faveur d'un référendum financier. Cela ne toucherait pas que les jets, mais tous les crédits d'engagement et crédits-cadres à partir d'un certain montant, comme l'asile, la culture ou la formation. En cas de refus, l'UDC pourra toujours dire qu'elle a tendu la main pour soumettre les nouveaux avions au peuple, mais que les autres partis l'ont refusée.